

Monsieur BRETON Thierry
Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
Monsieur COPE Jean-François
Ministre délégué au Budget et à la Réforme de l'Etat,
Messieurs les Ministres,

Comme vous le savez, les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie ne cessent de vous demander l'ouverture de véritables processus de négociations sur leurs revendications :

- Contenus, rythmes et finalités des réformes.
- Développement d'un service public de pleine compétence sur l'ensemble du territoire.
- Définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- Revalorisation du pouvoir d'achat des traitements, des régimes indemnitaires versés et des frais de déplacement remboursés.
- Respect et développement des droits statutaires et des garanties collectives.
- Mise en œuvre d'une protection sociale complémentaire solidaire et de qualité bénéficiant à l'ensemble des personnels, fonctionnaires actifs et retraités, non titulaires...

Confrontés à vos refus réitérés d'ouvrir un tel processus de négociations, inscrit dans la durée, une forte conflictualité se développe, une fois de plus, dans les différentes directions générales du Ministère.

Elle trouve sa traduction dans la montée en puissance de processus unitaires d'actions sous des formes multiples et diverses prenant la forme de grèves, manifestations nationales et locales, rassemblements de personnels dans leurs directions, boycott des réunions institutionnelles....

Face à un tel blocage, vous ne pouvez plus ignorer les revendications des personnels en refusant de les écouter ou en vous réfugiant dans l'esquive permanente.

C'est pourquoi, nos fédérations vous demandent de leur accorder, le vendredi 15 décembre prochain, une audience afin que nous puissions examiner de quelle manière vous entendez prendre en compte les revendications des personnels.

Dans un tel contexte, cette demande d'audience signifie clairement qu'aucune organisation syndicale ne participera au Comité Technique Paritaire Ministériel convoqué le 15 décembre.

Veillez agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de nos salutations distinguées.

Les Fédérations des Finances CGT, FDSU, FO, CFDT, UNSA, CFTC, CGC
Paris, le 7 décembre 2006